L'ABEILLE

JOURNAL DE LA LOUISIANE, PAR JNOME. RAVOT,
L'IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut une UNION sincère."

MARDI MATIN, 28 OCTOBRE 1834.

Plusieurs officiers de la Légion nous ont invités à annoncer M. Bernard Marigny, comme candidat à la prochaine élection de *Major-Général de la première division de la milice de la Louisiane*, en remplacement de feu le général P. Lacoste.

Nous avons été également invités à annoncer Mr. Gustave Lacoste comme candidat pour la même place.

Le Docteur Alexis F. M'Farlane nous annonce sa candidature à la prochaine élection, pour représenter le 1er. district au Conseil de Ville, par

Nouvelle-Orléans, 28 oct. 1834.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 28 oct. 1834.

Afin de faciliter les recherches des avis de ventes par ordre de Cour, nous proposons une feuture, qu'à dater d'aujourd'hui, les annonces de ce genre faites par les encanteurs, se publieront les mardis de chaque semaine; et celles du Régistre des testaments, les mercredis et samedis. Les ventes du marché des jeunes et chétifs des autres parcages se publieront les jours intermédiaires.

Prononciation du Français.

Huit cent dix-huit mille cent cinquante cent dix soixante, hier, parmi lesquelles 628 balles N 1-4; B 4 13 1-2: 46 de 14 1-4; 113 à 1-2 et 11 à 11.

Le total des ventes d'coton faites hier à la Bourse, est de 870[illegible] savoir: une légrosse vendue pour la somme de 6510 comptant; une autre à 6468; une feuille de quatre esclaves à 32160, un nègre à 6000; un à 6626; un à 4670; un à 9600; un à 6720 et le dernier à 6976.

Un observateur frappé à *Athènes*, par la voie d'un journal de notre ville, une question à laquelle nous répondons volontiers. Nous désirerions d'abord, qu'on désignât le collége St. Joseph et voilà que dirige Mr. Bellanger, sans n'avoir pas eu l'intention d'exclure les autres établissements où l'on peut trouver les mêmes avantages pour l'instruction des jeunes gens. Mais comme nous connaissons plus particulièrement ces deux collèges, c'est pour cela que nous en avons parlé. Si l'observateur enquit nous répondons du conseil d'autrui, qu'il lise ceci, rien de mieux; mais pour nous, nous n'avons garde de parler des choses que nous ignorons. *Cuique Suum.*

On nous demande ce que nous entendons par des hommes spéciaux; il nous semble qu'on aurait pu nous dispenser de donner cette explication si simple. Nos interrogateurs pensent que ces maîtres spéciaux sont des hommes chargés spécialement d'une branche d'enseignement; il a raison; élèves il ajoute que toutes les institutions de cette ville ont des maîtres spéciaux; il n'a peut-être pas tort, s'il veut parler des maîtres qui enseignent l'anglais, le français, l'espagnol, etc., etc. *Mais toutes les institutions de cette ville n'ont pas des maîtres qui enseignent le latin*, le grec, la *rhétorique*, la *philosophie*, la physique, etc. Comme ce sont là des connaissances indispensables à quiconque veut étudier la médecine, et que les maîtres qui les possèdent, aux connaissances, ne donnent pas leur temps pour rien, et que d'ailleurs il n'y a qu'un très-petit nombre de jeunes gens qui se livrent à ce genre d'études, c'est là ce qui nous a fait dire dans notre article que plusieurs autres établissements pourraient recevoir chez eux des élèves destinés à suivre le cours de l'école de médecine, s'ils s'attachaient des hommes spéciaux pour le genre d'enseignement à exiger à ces élèves. En cela nous croyons n'avoir offensé personne. Peut-être n'avez-vous pas voulu à chacun la justice qu'il mérite, mais ce n'est pas notre faute si nous ne connaissons pas mieux chacun.

On nous a parlé d'un jeune créole qui, ayant étudié dans une institution de cette ville, arrivé à Paris, a été jugé incapable de se présenter hardiment au baccalauréat. Nous ne contestons pas le fait; mais ce dont nous sommes certain, c'est que ce n'est pas dans cette institution qu'il a appris le grec. *Cuique Suum.* Cela n'ôte rien au mérite de cette institution, mais nous n'aimons pas que l'on vienne. Là se borne la réponse que nous pouvons donner à Mr. l'observateur; il sera bien difficile s'il ne s'en contente pas.

QUE FONT LES MARGUILLIERS ?

où TIENNENT-ILS LEURS SEANCES ?

On nous demande, pourquoi pourquoi nous faisons une pareille question; nous voulons parler la raison. Depuis quelque temps nous cherchons à découvrir l'endroit où ces messieurs s'assemblent, afin d'assister à leurs *délibérations*; parceque nous sommes charmés d'entendre la parole de ceux, ne pouvant leur laboratoire; mais toutes nos recherches ayant été infructueuses jusqu'à ce jour, nous avons pris le parti d'employer la voie de notre journal pour obtenir quelques renseignements à ce égard. Nous espérons que ce moyen nous réussira.

Mais, dira-t-on, pourquoi se mettre ainsi à la poursuite des marguilliers? Pourquoi? c'est que les marguilliers étant les dépositaires de riches trésors, le public ne serait pas lésé de connaître l'emploi qu'ils en font. Nous avons des édifices publics qui tombent en ruine et qui sont loin de flatter agréablement l'œil de l'étranger qui arrive chez nous; les marguilliers étant chargés de l'entretien de ces édifices, devraient apparemment jaloux de ne pas les laisser voir dans l'état de délabrement où ils se trouvent aujourd'hui. L'église St. Louis *menace la ruine*; et il est vraiment honteux de voir des hommes *religieux* qui ne manquent pas d'argent, abandonner ainsi le lieu saint. Cette église est apparemment d'une horloge qui, dit-on, est excellente, mais veut-on ne s'en douterait pas, à la manière dont elle est *réglée*. On tient pendre à ce que cet *indispensable* meuble qui, en harmonie avec le Conseil de Ville, soit mis en place.

Les marguilliers ayant entré depuis qu'à dater du 1er. août, ils n'auraient plus dans le cas d'exercer leur office; cette époque il ne serait plus possible aux curés d'y trouver [illegible] Il paraît qu'on a trouvé moyen de les prendre en défaut, depuis deux mois, en continuant toujours à exercer leurs fonctions de curateurs des cadavres. On le cimetière peut encore servir aux inhumations, et alors il ne faillit pas les ajouter au 1er. août, on en a maintenant qu'il est impossible de les prendre sans danger, et alors pourquoi vouloir que l'on y enterre encore?

Nous aimons à croire que MM. les marguilliers feront quelque attention à ces petites observations, et que nous les verrons bientôt tenir de leur profonde léthargie, pour remplir avec dignité les devoirs qu'ils ont imposés en acceptant [illegible]

DE L'ESPAGNE.

DEUXIEME ARTICLE.

En terminant notre premier article sur l'Espagne, nous avons dit: *Les Cortès ayant refusé toute communication pour discuter l'incapacité et la culpabilité de la reine*, etc., puis, voilà qu'à peine ce passage était imprimé; que les nouvelles de l'Espagne nous apprennent que, malgré tout, toujours la même main jointe l'intervention de la France, on, et mal différente de la légitimité, et par l'organe de son ministre de l'intérieur, M. Moscoso, faire déclarer un jugement sourd et aveugle, que la reine de Castille est *la vraie*, qu'elle est [illegible] qu'une grande honorable est l'incapacité, la culpabilité [illegible] possible, s'il n'en était pas autrement, enfin, de se présenter devant ces sages modérateurs.

Quel dut donc être Madrid, partisan malade-droit, qui vient tout, avant l'heure donner le signal d'alarme contre la liberté: premier garde à toi? En effet, qu'elle première garde! car, maintenant il n'est plus possible de s'y tromper, les projets de la cour ne sont plus une hypothèse; ce que toute raison prise se réalise: elle s'y rallie [illegible] la liberté que les cortès des Cortès, elle veut, aujourd'hui [illegible] ses ennemis français contre la liberté! Soit, c'est [illegible] rôle, dont elle ne pouvait échapper long-temps [illegible] de la constitution? malheureux, qu'ils soient